



Webinaire sur les notations de crédit non sollicitées en Afrique

Note Conceptuelle

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
Section Financements et Marchés de Capitaux Innovants (IFCMS)
Division du développement du secteur privé et des finances (PSDFD)

Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)
Direction de la Gouvernance & Reporting Spécialisé (G&RS)

Contexte

Certains pays africains sont aux prises avec des notations de crédit non sollicitées émises par les « trois grandes »¹ agences internationales de notation de crédit (ANC) sans en avoir reçu la demande ni signé un accord avec le souverain ou l'entité noté(e), pour lesquelles les ANC ne reçoivent aucune compensation. Ainsi, il n'y a pas de relation contractuelle formelle entre l'entité notée et l'agence de notation. Les notations de crédit non sollicitées sont émises à la seule discrétion des agences de notation sur la base d'informations accessibles au public, contrairement aux notations de crédit sollicitées qui intègrent des informations publiques et non publiques. La question de la notation non sollicitée n'a pas reçu l'attention qu'elle mérite, malgré les sérieux défis et l'insatisfaction qu'elle suscite. L'émission de notations non sollicitées peut avoir un impact négatif significatif.

Premièrement, les notations non sollicitées ne sont généralement ni participatives ni consultatives en raison de l'absence des représentants du gouvernement pendant le processus d'examen, ce qui signifie que les agences de notation n'acquièrent pas une compréhension adéquate des expositions au risque souverain et de la stratégie du gouvernement pour mitiger les facteurs de risque. Deuxièmement, l'absence d'accord avec le gouvernement ouvre la porte aux agences de notation pour utiliser des notations défavorables comme une « menace » crédible, obligeant les pays à conclure des contrats. Troisièmement, en l'absence d'un protocole écrit ou d'une ligne directrice sur la façon dont les notations non sollicitées doivent être effectuées, l'expérience des cas antérieurs indique qu'elles sont susceptibles d'aboutir à de faibles notations. Enfin, en raison du manque de rémunération, les agences qui émettent une notation non sollicitée risquent d'investir le moins de ressources - analystes, consultations des parties prenantes et temps - ce qui peut compromettre la qualité du résultat de la notation. Cependant, compte tenu de l'influence des agences de notation sur les marchés financiers internationaux et de l'importance de la perception du risque par les investisseurs, les gouvernements africains subissent la pression

¹ Les trois grandes ANC sont Moody's Investors Service, Inc; S&P Global; and Fitch Ratings.



de ces notations non sollicitées, ce qui peut influencer indûment leur décision de contracter des agences de notation.²

Objectif

La CEA, en collaboration avec le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), organise un webinaire pour discuter des défis posés par les notations non sollicitées, leurs implications et les recours possibles des gouvernements.

Les objectifs sont les suivants :

- 1) Défis posés par les notations non sollicitées
- 2) Implications des notations de crédit non sollicitées
- 3) Recours possibles des gouvernements et recommandations politiques.

Date and Heure

Le webinaire est prévu pour le mercredi 19 avril 2023, à 14h00, heure de l'Afrique de l'Est, ou 11h00 GMT

Lien d'inscription

<https://us06web.zoom.us/meeting/register/tZckdu6oqT4sGdQC6hSnNq3LbqfZAsSS7P-b>

Personnes Ressources

Mme Sonia Essobmadje, Chef de section, IFCMS, PSDFD, ECA sonia.essobmadje@un.org

Dr Misheck Mutize, Expert principal en notations de crédit, MAEP Misheck.mutize@aprm-au.org

NB: Il y aura une interprétation en anglais et en français.

² Pour Lawrence J. White (2013), les agences de notation de crédit sont confrontées à un conflit d'intérêts potentiel, car elles pourraient contraindre un émetteur d'obligations d'une notation « non sollicitée » défavorable de son émission obligataire, à moins que l'émetteur n'accepte d'engager l'agence de notation de crédit et ainsi couvrir ses frais.